



CONSULTATION PUBLIQUE DU 21 DÉCEMBRE 2017 N°2017-19 RELATIVE À LA MISE EN OEUVRE DE L'ACCÈS REGULE DES TIERS AUX STOCKAGES SOUTERRAINS DE GAZ NATUREL EN FRANCE

-

Contribution d'AMORCE du 23 janvier 2018

Rassemblant plus de 850 adhérents (communes, intercommunalités, conseils départementaux, conseils régionaux, entreprises, fédérations professionnelles et associations) pour 60 millions d'habitants représentés, AMORCE constitue le premier réseau français d'acteurs locaux d'information, de partage d'expériences et d'accompagnement des décideurs en matière de politiques Energie-Climat des territoires (maîtrise de l'énergie, lutte contre la précarité énergétique, production d'énergie décentralisée, distribution d'énergie, planification) et de gestion territoriale des déchets (prévention, collecte, valorisation, traitement des déchets).

Force de proposition indépendante et interlocutrice privilégiée des pouvoirs publics, en partenariat étroit avec les institutions et en particulier l'ADEME, AMORCE est aujourd'hui la principale représentante des territoires engagés dans la transition énergétique et l'économie circulaire. Créée en 1987, elle est largement reconnue au niveau national pour sa représentativité, son expertise et ses solides compétences, qui lui valent d'obtenir régulièrement des avancées majeures (TVA réduite sur les déchets et sur les réseaux de chaleur, création du fonds chaleur, éligibilité des collectivités aux certificats d'économie d'énergie, création des filières de responsabilité élargie des producteurs sur les meubles, généralisation des plans climat, etc.). Porte-parole des associations de collectivités territoriales dans la défense des intérêts des acteurs locaux, elle a également joué un rôle majeur dans l'élaboration de la loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte ou précédemment des lois relatives au Grenelle de l'environnement.

AMORCE anime notamment le groupe d'échanges *Ouverture des marchés de l'énergie*. Créé en 2004 avec l'éligibilité des collectivités locales aux offres de marchés pour la fourniture de gaz naturel et d'électricité, ce groupe d'échanges a permis dans un premier temps de recueillir les retours d'expériences des collectivités pionnières et d'établir les bonnes pratiques d'achat d'énergies compatibles avec le Code des marchés publics. Avec la disparition des tarifs réglementés de vente pour le gaz naturel et l'électricité en 2014 et 2015, ce groupe d'échanges permet de partager l'expertise des collectivités expérimentées afin que toutes les collectivités puissent souscrire à des contrats de fourniture en offre de marché dans de bonnes conditions économiques et juridiques. Ce groupe se réunit 1 à 2 fois par an avec en moyenne 40 personnes à chaque réunion. Par ailleurs, des publications sur les achats d'énergie par les collectivités sont régulièrement mises à la disposition des adhérents d'AMORCE (observatoire des offres de marchés, achats d'énergies renouvelables, mécanisme de capacité, etc.).

AMORCE se tient à la disposition de la CRE pour tout échange et tout complément sur les sujets traités dans cette consultation.

Dans le courant de l'automne, AMORCE a sollicité son réseau d'adhérents (collectivités acheteuses d'énergie notamment) sur la question du stockage souterrain de gaz naturel, et en particulier sur sa prise en compte dans les marchés publics de fourniture de gaz.

Cette consultation a donné lieu à la publication d'une note synthétique de restitution, accompagnée de préconisations et suggestions d'AMORCE sur la base des retours reçus. La note en question est annexée à ce document.

Afin de répondre à cette consultation publique de la CRE, AMORCE propose de relayer les principales conclusions de son travail mentionné ci-dessus.

Les dépenses de gaz naturel des collectivités atteignent environ 10 euros par habitant et par an, principalement pour chauffer les bâtiments publics. L'accès au stockage souterrain de gaz naturel représente environ 2 à 6% de la facture de gaz d'une collectivité. La refonte réglementaire en cours soulève des questions pour les collectivités acheteuses de gaz : quel impact potentiel de cette réforme sur les marchés en cours ? Comment prendre en compte les éventuelles évolutions dans les prochains marchés de fourniture ? Quelle intégration de la composante relative au « stockage gaz » dans les pièces contractuelles ? Etc.

Pour les marchés publics de fourniture en cours, il existe un risque de se voir répercuter doublement le coût du stockage lorsqu'aucune clause prévisionnelle n'a été prévue dans les marchés en cas d'évolution réglementaire (notamment lorsque le coût du stockage est noyé dans le prix de la molécule -non révisable sur la durée du marché-, et que toute évolution des tarifs d'acheminement -ATRT ici- est répercutée automatiquement). D'après les informations collectées par AMORCE, de nombreux contrats de collectivités en cours seraient dans cette situation.

Pour les marchés futurs, si la question du « stockage gaz » a été unanimement identifiée par les collectivités sondées par AMORCE, il subsiste néanmoins une réelle interrogation quand à la rédaction optimale pour s'adapter aux évolutions réglementaires.

- **AMORCE recommande aux acheteurs publics de se tourner rapidement vers leurs fournisseurs, afin d'évaluer l'impact potentiel sur leurs marchés de l'évolution réglementaire, ainsi que les marges de manœuvres envisageables. Concrètement, par voie d'avenant au marché, il peut s'agir d'éviter aux collectivités de payer deux fois l'accès au stockage** (par exemple via un prix « molécule » fixe sur la durée du marché + via un tarif d'acheminement modifié).
- **En prévision des discussions sur les futurs coûts du stockage dans les marchés de fourniture, AMORCE souhaite qu'une calculatrice, estimant les coûts de stockage induits par site, soit mise à disposition des acheteurs. Il pourrait s'agir d'un outil simplifié (par exemple inspiré de l'outil OPALE), mais orienté vers les acheteurs de gaz.**

ANNEXE : ENE27 - Stockage souterrain de gaz naturel : Quelles perspectives pour les marchés de fourniture des collectivités ? , AMORCE, décembre 2017

AMORCE
18 rue Gabriel Péri - 69100 Villeurbanne
Tel : 04 72 74 09 77
www.amorce.asso.fr

Thomas DUFFES – Responsable du pôle énergie et réseaux de chaleur – tduffes@amorce.asso.fr
Maxime ANCHISI – Chargé de mission distribution, marchés et EnR– manchisi@amorce.asso.fr